

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1985/NGO/13
12 août 1985

FRANCAIS

Original : ESPAGNOL/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et de
la protection des minorités

Trente-huitième session
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION AINSI QUE
LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET
TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI EN
APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Communication écrite présentée par Pax Christi,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est distribuée
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[9 août 1985]

La situation au Salvador

Depuis l'envoi de sa première mission d'enquête au Salvador (juin 81)
PAX CHRISTI INTERNATIONAL a suivi avec une attention particulière l'évolution de
la situation des droits de l'homme dans ce pays. Des membres et organismes
correspondants de PAX CHRISTI au Salvador se sont spécialisés dans le travail
d'enquête sur les violations des droits de l'homme et dans les actions visant à
protéger la population civile.

L'élection du Président DUARTE à la présidence de la République de ce pays,
suite à des années de dictature, a constitué un élément important dans l'évolution
de la situation politique. Le Président DUARTE s'est en effet publiquement engagé
à mettre fin aux violations des droits de l'homme dans son pays, notamment aux
actes d'enlèvements et d'assassinats commis par les forces armées et les groupes
paramilitaires.

Néanmoins, même si les cas sont en baisse par rapport aux nombres des années
précédentes, les enlèvements et exécutions arbitraires se poursuivent. Nous
reproduisons ci-dessous les chiffres se rapportant à la période janvier-juin 1985,
chiffres reçus de nos correspondants.

1. DROIT A LA VIE

1.1 EXECUTIONS ARBITRAIRES (ASSASSINATS) IMPUTES AUX FORCES ARMEES GOUVERNEMENTALES (FAG) ET ORGANISMES PARAMILITAIRES (ESCADRONS DE LA MORT - EM), DE JANVIER A JUIN 1985

SECTEUR OU PROFESSION	NOMBRE DE VICTIMES						
	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	TOTAL
Paysans	41	29	37	27	43	29	206
Ouvriers	19	18	11	9	6	9	72
Etudiants	13	6	11	6	12	7	55
Employés	8	5	7	14	5	4	43
Enseignants	-	1	-	-	-	-	1
Commerçants	15	6	10	17	8	11	67
Professions libérales et spécialisées	4	2	1	4	2	3	16
Emplois ménagers	-	1	9	9	3	4	26
Profession non spécifiée	127	78	42	82	37	28	394 ^{b/}
TOTAL	227	146	128	168	116	95	880 ^{a/}

Notes :

a/ TOTAL GENERAL : Selon des informations recueillies directement, 880 membres de la population civile, qui n'avaient pas participé à des actions militaires opposant dans différentes régions du territoire les FAG et les insurgés (guérilla), sont morts de mort violente à la suite d'exécutions arbitraires (collectives ou individuelles) par des membres de la FAG et des groupes paramilitaires. Ce chiffre ne tient pas compte du nombre de membres des FAG et d'insurgés tués au cours de combats militaires, mais correspond uniquement aux données communiquées au Socorro Jurídico de San Salvador (El Salvador).

b/ PROFESSION NON SPECIFIEE : D'une manière générale, les victimes (membres de la population civile), rangées dans cette catégorie, sont mortes de mort violente à la suite de bombardements aériens ou de tirs d'infanterie des FAG.

2. DROIT A LA LIBERTE INDIVIDUELLE

La défense juridique des citoyens constitue l'un des objectifs du Socorro Jurídico Cristiano.

Selon les données recueillies par des fonctionnaires du Socorro Jurídico dans le cadre de leurs activités d'assistance juridique aux personnes détenues pour des raisons de caractère politique, les nombres d'entrées de détenus au Centre pénitentiaire "La Esperanza" de Nariona et de sorties de ce centre étaient les suivants :

2.1 ENTREES DE PERSONNES DETENUES POUR DES RAISONS POLITIQUES AU CENTRE PENITENTIAIRE "LA ESPERANZA" DE MARIONA ET SORTIES DE CE CENTRE

MOIS	ENTREES	SORTIES
Janvier	38	22
Février	-	47
Mars	46	29
Avril	42	15
Mai	37	-
TOTAL	162	98

Note : Il n'a pas été possible de recueillir des informations sur les nouvelles entrées de détenus au Centre pénitentiaire de Mariona au mois de février ni sur les sorties de ce centre au mois de mai. En mai 1985, selon le Socorro Jurídico Cristiano d'El Salvador, il y avait 402 prisonniers politiques au Centre pénitentiaire de Mariona et 40 prisonnières politiques au Centre pénitentiaire d'Ilopango.